

Traité budgétaire européen

Et si on disait non

Manifester à Madrid, le 23 juillet, contre les politiques d'austérité menées par le gouvernement.

FAGET/AFP.

► **Entretien avec Jacques Généreux** p. 19

► **Entretien avec Dominique Garabiol** p. 20

► **Islande : l'aveu du FMI** p. 22

► **Un « non » ouvrirait une brèche** p. 24

Imaginons que nous soyons au soir d'un référendum sur le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), aussi nommé traité budgétaire européen. Le verdict populaire tombe : le « non » l'emporte largement en France. Que se passerait-il au lendemain de ce coup de tonnerre ?

Certes, ce scénario est inenvisageable par une grande partie de la classe politique, UMP et Parti socialiste en tête. François Hollande et le gouvernement ont écarté le principe d'un référendum sur ce traité signé en mars par Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande, Angela Merkel. Cependant, un large débat démocratique sur le contenu de ce texte a été lancé en France – ainsi que dans d'autres pays européens – par des économistes, des organisations politiques de gauche, des syndicats et des associations qui refusent que les politiques d'austérité soient gravées dans le marbre constitutionnel. Une manifestation aura d'ailleurs lieu à Paris le 30 septembre, annoncent les signataires d'un appel à la mobilisation contre ce traité (1).

Si certains pays européens ne ratifiaient pas le traité budgétaire européen, cela changerait-il radicalement la donne dans la zone euro ? Jacques Généreux, économiste à l'Institut d'études politiques de Paris, et Dominique Garabiol, professeur d'économie et directeur de banque, ont envisagé les conséquences d'un tel scénario. Des responsables politiques de gauche – Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice PS, Patrick Le Hyaric, député européen PC, et François Delapierre, secrétaire national du PG – livrent également leur analyse.

Ce débat constitue également une bonne occasion de revenir sur le cas de l'Islande : alors que le pays se trouvait au bord du gouffre financier, le peuple a refusé que les instances européennes lui dictent sa politique de redressement budgétaire. Aujourd'hui, l'Islande peut se targuer d'être en train de sortir de la crise...

► Thierry Brun

(1) Voir le site www.audit-citoyen.org

« Nous irions vers un éclatement de la zone euro »

Que se passerait-il si le traité budgétaire européen était rejeté par des pays membres de la zone euro, en particulier la France ? L'économiste **Jacques Généreux** s'est penché sur les conséquences d'un tel choix.

La nouvelle se répandrait comme une traînée de poudre en Europe : comme en 2005, lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen, le « non » au Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance de la zone euro (TSCG), aussi nommé traité budgétaire européen, l'aurait emporté massivement. La France serait-elle isolée ? Raterait-elle le train de la grande histoire de l'Union européenne en rejetant le TSCG ? L'économiste Jacques Généreux (1) décrit les conséquences possibles du « non ».

Imaginons que la France rejette le traité budgétaire européen à la suite d'un référendum. Cela aggraverait-il la crise dans l'Union européenne ?

Jacques Généreux : Il est peu probable que le processus de ratification se poursuivait sans la France. Le Mécanisme européen de stabilité (MES) serait alors bloqué du fait de la non-ratification du traité. Et même en cas de ratification, je vois mal l'Allemagne accepter de maintenir le MES si la France se met à refuser la logique austéritaire du TSCG. Avec l'expérience grecque, on sait que se priver d'un tel mécanisme, qui enferme les pays surendettés dans une crise encore plus grave, serait plutôt une bonne nouvelle. Cela dit, si l'Allemagne n'était pas disposée à négocier une autre méthode, on se retrouverait sans fonds européens pour secourir les pays en difficulté, et certains risqueraient la cessation de paiement.

La Grèce serait-elle le premier pays victime du rejet du traité ?

Non, parce que la Grèce est déjà victime du processus imbécile qui est inscrit dans ce traité. Si les fonds européens viennent à lui manquer, elle devra se débrouiller toute seule. Comment ? En adoptant la solution qui aurait dû être appliquée dès le début de la crise de la dette dans la zone euro, à savoir d'abord l'annulation-restructuration de la dette en cours. Ensuite, la Grèce n'ayant évidemment plus la possibilité de se financer sur les marchés financiers, elle devrait réquisitionner sa



Jacques Généreux
Économiste, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, secrétaire national du Parti de gauche.

banque centrale pour que celle-ci prête directement à l'État. C'est la seule possibilité pour que le pays continue à honorer le paiement de ses charges, de ses fonctionnaires, etc.

Des pays comme la Grèce devraient-ils quitter la zone euro ?

Techniquement, rien n'interdit aux banques centrales nationales, par exemple celle de la Grèce, d'émettre des euros pour financer directement l'État. La réaction de la Banque centrale européenne (BCE) serait alors essentielle. Si elle ne réagissait pas, nous serions dans la situation d'un pays violant une disposition du traité européen, qui échapperait aussi à l'état insupportable de la dette et des marchés financiers

en ayant recours à sa banque centrale. Les autres États membres n'ont pas la possibilité d'exclure un pays qui désobéirait ainsi aux traités. Ceux qui sont en difficulté financière

seraient même tentés d'imiter la Grèce et, pour éviter cela, les partisans de la rigueur monétaire devraient accepter une renégociation des statuts de la BCE. Ce scénario de la désobéissance tolérée par la BCE est en fait un moyen, peut-être le seul, de sauver la zone euro, car elle obligerait à une remise à plat d'un système qui n'est plus soutenable.

Mais la BCE pourrait opter pour un autre choix et décider de déconnecter la banque centrale grecque des réseaux de paiement intereuropéens puisqu'elle se serait elle-même mise hors du fonctionnement de la zone euro en refusant d'appliquer la politique commune. Conséquences immédiates : les euros émis en

Grèce ne s'échangeraient plus automatiquement avec les euros des autres pays, mais feraient l'objet d'échanges négociés avec un taux de change fortement dévalué. »

Un graffiti sur un mur à Athènes, en juin 2012. La Grèce, un pays martyr de la zone euro ?

GOULIAMAKI/AFP



» Dans cette hypothèse, la Grèce serait donc exclue de fait de l'euro.

Ce second scénario nous entraînerait vers l'éclatement de la zone euro...

D'abord, ce scénario n'a rien d'évident. Il suppose que la BCE assume la responsabilité d'exclure un pays. On n'a jamais prévu ce cas. On est dans un vide juridique. Il s'agit là d'une décision politique aux conséquences graves pour la zone euro. On peut penser que la BCE hésiterait avant de la prendre, car les effets d'entraînement de cette décision pourraient mener à l'éclatement de la zone euro. Si néanmoins elle la prenait, et que la Grèce sortait de l'euro, les autres pays resteraient dépendants des marchés et subiraient une spéculation redoublée. On ne spéculerait plus contre la Grèce puisqu'elle n'aurait plus recours aux marchés financiers. On spéculerait sur d'autres sorties de la zone euro, celle du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie. Et, une fois qu'un pays aurait montré qu'il est possible d'en sortir, d'échapper à la spéculation et à l'austérité, pourquoi diable les autres continueraient-ils à s'enquiquiner avec le fardeau croissant de leur dette ?

D'autres pays sortiraient-ils de la zone euro ?

Le renforcement de la spéculation contre les pays restés dans la zone euro les pousserait à agir dans le sens de la Grèce puisque le seul moyen d'éviter d'avoir à financer sa dette avec des taux d'intérêt de 10 ou de 15 %, c'est d'arrêter de se financer sur les marchés financiers. On sait très bien que le MES, prévu pour sauver la Grèce ou le Portugal, n'aura pas les moyens de venir en aide à l'Espagne et à l'Italie qui seront en difficulté. Le plus probable est qu'on irait vers un éclatement de la zone euro. Ce n'est pas ma solution préférée.

Une autre hypothèse serait que la BCE et les gouvernements européens proposent une autre solution soutenable pour la Grèce et pour l'ensemble de la zone en autorisant le financement monétaire de la dette. Cela impliquerait de reprendre collectivement la voie du bon sens économique en rejetant la logique austéritaire... Mais, jusqu'à présent, ce n'est pas le bon sens qui a gouverné...

Le coup de tonnerre du « non » de la France au TSCG pourrait cependant changer la donne...

L'Allemagne et quelques autres pays n'aideraient plus les pays en difficulté, ce qui peut enclencher le scénario catastrophe. Mais la France pourrait peser et dire que, devant la situation nouvelle créée par l'impossibilité d'appliquer ce traité, l'abandon des pays en difficulté ne peut que mener à l'éclatement de la zone euro et menace même la survie de l'Union européenne. Elle pourrait proposer un autre scénario de sortie de crise entrant en discussion avec les pays favorables à une sortie de la logique austéritaire.

La France pourrait prendre l'initiative d'une négociation avec la Grèce, le Portugal et ceux qui ont un intérêt évident à une solution de ce type, comme l'Irlande, pour aller vers la

création d'une zone euro bis. J'ai proposé, dans *Nous, on peut !*, de l'appeler « zone euro-sol », pour euro solidaire.

Pourquoi irait-on vers l'éclatement de la zone euro ?

Il faut bien comprendre ce que serait la situation de la France. Elle serait pénalisée par la surévaluation de l'euro et par des partenaires commerciaux importants qui sortiraient de l'euro et auraient des monnaies fortement dévaluées. Ce serait intenable pour la France

Provoquer une crise politique permettrait que de vraies négociations puissent avoir lieu.

qui souffre déjà de la compétition agressive de l'Allemagne. Elle serait obligée à son tour de sortir de l'euro et de faire la même chose que les autres.

Face à ce scénario, la France devrait prévenir l'Allemagne qu'elle anticipera le mouvement de sortie de la zone euro. Pour ne pas que cela se fasse dans la débandade, on engagerait une discussion avec les pays qui seraient susceptibles de tirer un avantage d'une monnaie dévaluée et du recours à leur banque centrale. On déciderait des disciplines minimales qui seraient nécessaires pour éviter que ceci n'entraîne une création monétaire excessive. On discuterait d'une vraie coopération, pour une monnaie au service du développement, de l'emploi, etc.

Et l'Allemagne ?

La menace d'une sortie collective et ordonnée de l'euro pourrait faire plier les Allemands et provoquer des négociations. Malheureusement, il y a des raisons de douter

de la capacité de François Hollande et du gouvernement d'entrer dans un rapport de force avec l'Allemagne puisque, jusqu'à présent, les signes envoyés sont ceux de l'application pure et simple du TSCG, comme en 1997, quand Lionel Jospin a adopté le Pacte de stabilité à Amsterdam.

Je crains que le scénario pessimiste soit le plus probable. C'est une raison supplémentaire de ne pas ratifier le TSCG : c'est la seule chose qui soit susceptible de provoquer une crise politique pour que de vraies négociations puissent avoir lieu. Sans crise politique grave et sans menace réelle d'un éclatement de la zone euro, l'obstination des gouvernements à mener des politiques d'austérité restera totale.

Le scénario pessimiste l'emporterait aussi avec un TSCG ratifié...

De toute façon, il faut bien comprendre que les scénarios du oui et du non sont les mêmes. Ratifié par les pays de la zone euro, le TSCG ne peut pas fonctionner. Il ajoute une dose supplémentaire d'exigences en matière de rigueur pour aller vers un équilibre structurel des comptes à moyen terme. À la fin, cela se terminera toujours de la même manière, car ce n'est pas par le surendettement qu'on sort du surendettement. Ce n'est pas par l'austérité qu'on sort d'une crise de la dette. À un moment ou à un autre, les pays acculés à l'insupportable devront prendre des mesures unilatérales.

» Propos recueillis par Thierry Brun

Retrouvez le blog de Thierry Brun sur **Politis.fr**

(1) Jacques Généreux vient de publier *Nous, on peut ! Manuel anticrise à l'usage du citoyen*. Seuil, « Points », 206 p., 5,90 euros, septembre 2012 (nouvelle édition mise à jour).

« L'austérité continu

Dominique Garabiol, universitaire et directeur de banque, envisage la réaction des marchés en cas de non-ratification.

Les grandes banques internationales et les agences de notation ont planché sur différentes stratégies avec ou sans le traité budgétaire européen. Sans évoquer le traité, Patrick Artus, directeur de la recherche économique chez Natixis, a ainsi indiqué dans une note publiée récemment que « la stratégie présente de la zone euro a montré qu'elle ne marchait pas (1) ». Pour

Dominique Garabiol, directeur de banque et professeur d'économie associé à Paris-VIII, la France continuerait de mener une politique

d'austérité répondant aux attentes des marchés financiers.

L'hypothèse de la non-ratification du traité par la France a-t-elle été étudiée par les banques ?

Dominique Garabiol » Les grandes banques internationales ont travaillé sur deux scénarios. Elles ont envisagé un éclatement de la zone euro avec l'euro du Sud et l'euro du Nord, sans que la position de la France soit bien établie. Il est clair que la France est au Sud mais que, politiquement, il lui faudra se rattacher au Nord.

(1) Comment sortir de la crise de la zone euro ? Patrick Artus, Flash économie, Natixis, 30 août 2012.

GÉRARD DUMÉNIL

Directeur de recherche au CNRS.

De Charybde en Scylla

Il y a un an à peine (1), je décrivais la crise actuelle aux États-Unis et en Europe comme un « *feuilleton à épisodes* ». Le premier épisode fut celui de la crise proprement financière de la fin de 2008, associé à l'entrée en récession. Le second fut la crise des dettes des États, résultant d'années de déficits budgétaires. Alors que les États-Unis semblent s'accommoder de déficits du gouvernement de l'ordre de 10 % du PIB, on sait quelles tensions provoque la poursuite des déficits en Europe, notamment dans les pays les moins robustes.

Nous pénétrons dans une nouvelle phase de récession.

Dès l'année dernière, il était facile de pronostiquer l'entrée dans la nouvelle phase, celle où nous pénétrons maintenant,

à savoir la nouvelle récession. Car, on ne saurait se leurrer, l'enchaînement qui se met actuellement en place sera de nature cumulative, et vers le bas. Il était également facile de prédire que sa gestion serait « chaotique ». Nous y sommes presque.

On s'attendrait donc à voir les dirigeants européens s'alarmer et travailler à la mise en œuvre des politiques susceptibles de remédier à cette situation. De quoi parlent donc nos gouvernements ? Des politiques qui, à leurs yeux, auraient été susceptibles de remédier à la phase précédente de la crise, à savoir la contraction des dépenses de l'État, supposée corriger les déficits. D'abord, les coupures budgétaires ne pouvaient produire un véritable redressement des finances publiques, mais seulement hâter la survenue de la nouvelle récession. Plus grave encore, la poursuite aveugle des politiques d'austérité dans la conjoncture actuelle révèle l'incapacité à prendre la mesure de la rapidité avec laquelle nos économies entrent dans cette troisième phase qui marque un approfondissement de la crise. Quelles mesures sont envisagées pour faire face à la contraction qui commence ? Aucune. On ne saurait reprocher aux dirigeants européens d'avoir une crise de retard, car ces enchaînements sont les étapes d'une seule et même grande crise, celle du capitalisme néolibéral, mais ils sont bel et bien en retard d'une phase. Bilan général : première phase, non anticipée ; deuxième phase, traitée a contrario ; troisième phase, pour l'heure, niée.

En Europe, le débat concernant le traitement de la crise est obscurci par celui d'un éventuel démantèlement de la zone euro, partiel (la sortie de quelques pays) ou général. À supposer qu'une telle procédure soit mise en place dans les meilleures conditions imaginables – de loin les moins probables –, elle n'aurait pour effet que de gommer partiellement les inégalités entre pays. Le réajustement des taux de change effacerait, peut-être, le différentiel de compétitivité entre l'Allemagne et la Grèce. Dommage pour la première, tant mieux pour la seconde, par ailleurs encore plus incapable de payer ses dettes à la suite de la dévaluation de sa nouvelle monnaie, donc en superfaillite... Mais l'Europe, dans son ensemble, ne sortirait pas le moins du monde de la crise. « Débarrassés du leadership allemand, nous pourrions, enfin, mener de nouvelles politiques, vraiment de gauche ! », nous dira-t-on. Il est doux d'espérer. <

(1) Voir « À contre-courant », dans le n° 1172 de *Politis* (13 octobre 2011).



On peut douter de la capacité de François Hollande à entrer dans un rapport de force avec Angela Merkel. PIZZOLI/AFP

erait quand même »

Les banques ont aussi étudié un scénario de sortie de la Grèce et peut-être d'autres pays marginaux. La sortie de la Grèce et du Portugal ne poserait pas de problèmes majeurs, mais si l'Espagne devait quitter la zone euro, celle-ci serait mise en cause.

Le rejet du traité aurait-il pour conséquence d'affaiblir la France ?

Il faut étudier simultanément la réaction de la France et celle de l'Allemagne. Est-ce que l'Allemagne utiliserait cet événement pour rompre avec la politique de l'euro ? Quelle serait la stratégie du gouvernement français ? On peut imaginer un scénario où le gouver-

nement français, en réaction à son échec au référendum, réaffirmerait plus fortement la poursuite des politiques d'austérité. À ce moment-là, les marchés financiers réagiraient bien. Les expériences passées montrent en effet que, à chaque fois qu'il y a eu un « non », les gouvernements sont revenus sur la décision populaire. On peut très bien imaginer que, le soir du référendum, le Président intervienne pour expliquer qu'il soutiendra les objectifs budgétaires de la France et qu'il s'alignera sur les objectifs initiaux de retour à l'équilibre en 2017. Le référendum serait alors un non-événement. >>>

Il n'est pas vrai que la sortie de l'euro aurait un coût faramineux pour les pays périphériques.

objectifs budgétaires de la France et qu'il s'alignera sur les objectifs initiaux de retour à l'équilibre en 2017. Le référendum serait alors un non-événement. >>>

>>> Le gouvernement pourrait aussi accepter le verdict populaire...

Dans le cas où le référendum entraînerait un changement de politique de la France, l'Allemagne serait en difficulté et devrait trouver une réponse. Si elle voulait absolument sauver la monnaie unique (sachant que ce pays est le grand gagnant de l'euro et a un intérêt objectif à conserver cette monnaie), elle accepterait les interventions de la Banque centrale européenne (BCE). Celle-ci jouerait plus encore le rôle de sauveur de l'euro, et on assisterait à une accélération de l'intégration européenne. Mais si l'Allemagne adoptait une autre politique, on pourrait aussi avoir des effets favorables, dans le sens où l'euro devrait sensiblement baisser sur le marché des changes du fait de l'incohérence politique de la construction européenne. On sait bien que le taux de change est déterminant pour les pays périphériques de l'euro. Cela pourrait les aider et pénaliser l'Allemagne, parce que les marchés savent très bien qu'elle tire profit de l'euro. En sortant de l'euro, le mark serait réévalué et les autres monnaies dévaluées, ce qui correspondrait à un rééquilibrage européen. À vrai dire, le seul scénario vraiment négatif serait celui où les pays périphériques seraient pénalisés par les marchés financiers, et pas l'Allemagne. On en voit les effets depuis trois ans, parce que l'Allemagne tient l'euro au travers d'un relatif consensus politique. Mais si ce consensus éclate, ce sera plutôt bon pour les pays périphériques. En tout cas, je ne pense pas envisageable un scénario catastrophe où les pays périphériques seraient massacrés au profit de l'Allemagne.

L'euro pourrait-il être maintenu ?

L'euro serait maintenu si le gouvernement français prenait l'initiative d'appliquer le traité en dépit du rejet par un référendum. On aurait dans ce cas un gouvernement qui en rajouterait en matière de politique d'austérité, ce qui me paraît le scénario le plus probable. L'Allemagne accepterait ou non la décision de la France. Si elle acceptait le « non », de facto l'euro serait sauvé. Si elle le refusait, on irait vers une explosion de l'euro. Dans ce cas, ce ne serait pas forcément mauvais pour les autres pays européens.

Je ne suis pas d'accord avec la thèse dominante qui dit que la sortie de l'euro représenterait un coût faramineux pour les pays périphériques. Cela n'a jamais été vrai. La dévaluation compenserait une grande partie du coût de la sortie de l'euro.

Par ailleurs, le traité est inapplicable en l'état actuel. On voit que certains articles du traité de Lisbonne sont violés quotidiennement. Aujourd'hui, l'Europe est un animal bizarre, post-démocratique, qui bafoue ses traités. L'Europe est devenue un espace technocratique, censitaire, où il y a une logique économique très autonome, qui s'est arrogé un poids extraordinaire.

>Propos recueillis par Thierry Brun

Islande : l'aveu du

Promis à la faillite en 2008, le pays vient d'être félicité par le Fonds monétaire international et progresse vers la sortie de crise.

Dans un récent entretien pour l'hebdomadaire américain *Businessweek*, Daria Zakharova, chef de la mission économique en charge de l'Islande au sein du Fonds monétaire international (FMI), a fait un éloge remarqué de l'île arctique de près de 320 000 habitants. « L'Islande a fait des progrès considérables depuis la crise. Nous avons des perspectives très positives en matière de croissance, particulièrement pour cette année et l'année prochaine, puisqu'elle nous paraît reposer sur une base large et solide. » L'hebdomadaire remarque que l'Islande aurait « quelques leçons à donner aux pays [de la zone euro] qui tentent de survivre aux plans de sauvetage » du FMI et de l'Union européenne.

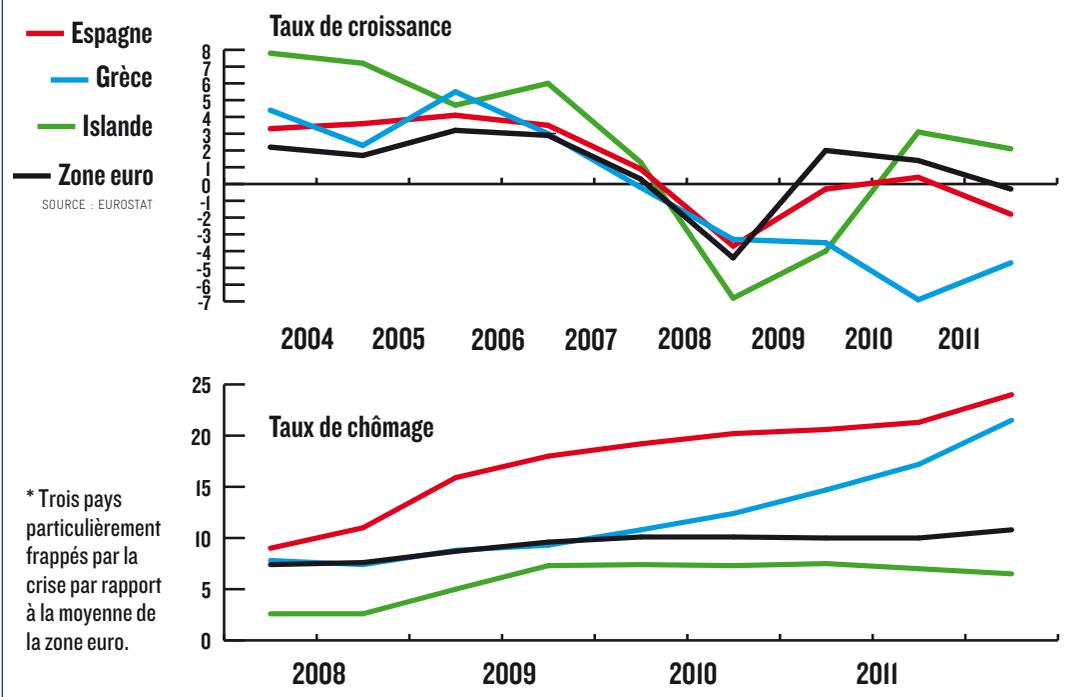
« Le FMI félicite l'Islande pour son bras d'honneur aux banquiers », a ironisé Bakchich.info, un des rares sites d'information à avoir relevé et traduit l'analyse qu'a faite Daria Zakharova dans *Businessweek*

du « plan de sauvetage à la manière islandaise ». Elle considère notamment que « le fait que l'Islande soit parvenue à préserver le bien-être social des ménages face à une consolidation fiscale de grande ampleur [...] est une des plus grandes réussites du programme et du gouvernement islandais ».

Sans le reconnaître, la représentante du FMI a défendu des mesures anticrise qui donneront du grain à moudre aux adversaires du traité budgétaire européen, lequel engage les États signataires à maintenir des budgets en équilibre, une solution qui plonge actuellement les pays de la zone euro dans une austérité sans fin. Car, à la suite de la crise financière de 2008, les Islandais ont échappé à la faillite et au chaos des plans d'austérité en utilisant une méthode qui défie l'orthodoxie économique prônée par l'Union européenne (1).

Pour faire face à la dette cumulée par les trois banques privées les plus importantes (Kauþthing, Glitnir et surtout

Comparaison de l'évolution des taux de croissance et de chômage en Espagne, Grèce et Islande*



FMI

Landsbanki avec sa filiale Icesave), qui s'élevait à dix fois le PIB du pays, des consultations populaires ont été organisées. Les Islandais ont d'abord rejeté une loi qui prévoyait le remboursement par Reykjavik d'une dette de 3,8 milliards d'euros aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Puis les trois banques coupables ont temporairement été nationalisées, et les créanciers ont dû assumer leur part de responsabilité dans la crise de la dette en n'étant remboursés qu'à hauteur des actifs disponibles.

Deux autres mesures importantes ont été retenues par Reykjavik. La couronne islandaise a été fortement dévaluée, et le plan d'austérité préconisé par le FMI et l'Union européenne (2) a été remplacé par un rééchelonnement significatif de la dette et par des taux d'intérêt plus bas. La banque centrale a ainsi remboursé récemment la dette de 1,25 milliard d'euros contractée auprès du FMI et a accéléré le désendettement du pays en utilisant sa capacité à emprunter à des taux inférieurs à ceux consentis par le FMI. De son côté, le géant bancaire Landsbanki a transféré 470 millions d'euros au fonds destiné à rembourser les Britanniques et les Néerlandais.

L'économie du pays ne s'en porte pas plus mal : parmi les bonnes nouvelles, le PIB a connu sa progression la plus élevée depuis la crise (3,1 % en 2011 et près de 3 % prévus en 2012). Les salaires ont progressé de 10,3 % entre le premier trimestre 2011 et celui de 2012, et le taux de chômage a baissé (5,6 % en mai) après avoir connu un pic à plus de 8 % en 2011. Depuis la « révolution des casseroles », les exportations ont progressé, ainsi que les importations, effet de la reprise de la consommation et de l'activité.

Ainsi, l'Islande, qui avait fondé sa prospérité sur un secteur bancaire hypertrophié et qui a vu son économie terrassée par la crise financière mondiale, a surmonté la crise, admet le FMI. Le non des Islandais aux remèdes austéritaires a aussi des conséquences politiques qui pourraient inspirer les pays membres de la zone euro. Un nouveau référendum est prévu le 20 octobre : les Islandais devront se prononcer sur une réforme constitutionnelle qui doit revoir la répartition des pouvoirs, organiser la transparence et permettre une plus grande participation des citoyens.

» T. B.

(1) Lire « Islande, le petit pays qui a dit non », *Politis* n° 1203, 17 mai 2012.

(2) L'Islande est membre de l'Espace économique européen.

José Manuel Barroso, Mariano Rajoy ou encore François Hollande, tous des gens « très sérieux » au sens de Paul Krugman.

THYS/AFP



Les « gens très sérieux » au piquet

Dans son dernier ouvrage*, le prix Nobel d'économie américain Paul Krugman critique l'austérité et plaide pour la relance.



* *Sortez-nous de cette crise... maintenant !*, Paul Krugman, Flammarion, 2012.

Lors d'une récente conférence de presse avec Marion Monti, chef du gouvernement italien, François Hollande a promis « une stabilité des dépenses et des effectifs de la fonction publique » ainsi « qu'une réduction des déficits » dans le prochain budget 2013. Le chef de l'État français a invoqué une raison majeure pour ne pas renégocier le traité budgétaire européen, signé en mars par Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel : Il faut « faire en sorte que l'Europe soit regardée comme une zone stable où la confiance puisse revenir » et, « pour que la confiance soit là, nous avons besoin de sérieux budgétaire ».

Le sort de la France apparaît inexorable : seule l'austérité peut sauver l'économie nationale. Assenée par les nombreux « austériens », cette doctrine, défendue par les principaux dirigeants européens, consiste à couper dans la dépense publique et réduire les déficits alors que l'économie est déprimée. Dans son dernier ouvrage,

Paul Krugman, professeur émérite à l'université de Princeton et chroniqueur au *New York Times*, taille en pièces – ridiculise même – la « pensée ordinaire » de ceux qui nous gouvernent (« les gens très sérieux », selon son expression). Et le prix Nobel d'économie 2008 avertit : « Pour tout dire, je pense même que c'est profondément destructeur. »

« Il a fallu des décennies de mauvaises mesures et d'idées fausses pour nous plonger dans cette crise [...], [elles] ont proliféré parce qu'elles ont très bien fonctionné pendant longtemps, pas pour la nation dans son ensemble, mais pour une poignée d'individus très riches et très influents. Et ces mauvaises mesures et ces idées fausses ont profondément imprégné notre culture politique, ce qui rend très difficile toute altération du cours des choses, y compris face à la catastrophe économique. » Appliquées en Irlande, en Grèce, en Espagne et en Italie, elles ont eu de lourdes conséquences : « Le problème de la dette et les plans » »

» d'austérité censés ramener la confiance n'ont pas seulement tué dans l'œuf toute possibilité de reprise, ils ont produit de nouveaux affaissements et fait exploser le chômage. »

Paul Krugman souligne que les « gens très sérieux » ont totalement évacué un grand principe énoncé par Keynes et vérifié par des décennies de programmes d'austérité budgétaire administrés dans des pays développés : « C'est en phase d'expansion, pas de ralentissement, qu'il faut appliquer l'austérité. » Alors, quelle est la solution ? Pour le Nobel d'économie, « la réponse est évidente ; le hic, c'est qu'un très grand nombre de personnages influents s'obstinent à ne pas la voir ». À rebours des plans d'austérité, l'économiste plaide pour une politique créatrice d'emploi, luttant contre la dérégulation du système financier et propice à une « réduction des écarts de revenus ». « Dans une économie profondément déprimée, quand les taux d'intérêt susceptibles d'être contrôlés par les autorités monétaires sont proches de zéro, il faut que l'État dépense davantage, pas moins », jusqu'à ce que le secteur privé « soit en mesure de reprendre son rôle de moteur de l'économie. »

Le message central qui ressort de ces analyses est qu'un trop grand nombre d'acteurs de premier plan, particulièrement en Europe, ont jeté aux oubliettes les leçons de l'histoire et se satisfont de préjugés idéologiques et politiquement commodes. Une pensée commune jugée désastreuse par Krugman.

» Thierry Brun

Le débat « mal-traité »

La volonté du gouvernement, et de l'Élysée, de ne pas soumettre le traité budgétaire européen à un référendum va à contre-courant du désir collectif d'en débattre. En témoigne un récent sondage CSA, publié le 27 août dans *l'Humanité*, indiquant que 72 % des Français souhaitent une consultation sur ce traité. En témoigne aussi le succès d'un petit recueil des « Économistes atterrés » sorti en juin, intitulé *l'Europe mal-traitée* (1). L'ouvrage, coordonné par quatre économistes (Benjamin Coriat, Thomas Coutrot, Dany Lang et Henri Sterdyniak), s'est écoulé à plus de 14 000 exemplaires en deux mois, selon l'éditeur. Une des raisons du succès vient de ce que ces économistes, critiquant l'orthodoxie budgétaire, ne se contentent pas de mettre en lumière les présupposés contestables et les périls prévisibles de ce traité. Les auteurs, « en liaison avec [leurs] collègues économistes critiques des autres pays européens », proposent un débat citoyen autour d'un socle de douze propositions qui « doivent et devront être complétées » sur l'avenir de l'Europe et de la zone euro. Avec pour objectif de créer une démarche commune de refondation de l'euro « sur des bases de solidarité et de démocratie ».

T. B.

(1) *l'Europe mal-traitée. Refuser le Pacte budgétaire, ouvrir d'autres perspectives*. Les économistes atterrés, éd. Les Liens qui libèrent (LL), 68 p., 8 euros.

(1) *L'Europe des peuples nous appelle !*, Patrick Le Hyaric, Éd. *l'Humanité*, 252 p., 5 euros.

Retrouvez le blog de Michel Soudais sur **Politis.fr**

Un « non » ouvrirait une brèche

Pour certains politiques, un refus de la France permettrait de renégocier le traité avec un meilleur rapport de force.

Un refus de la France de ratifier le traité budgétaire européen ouvrirait une crise en Europe. L'argument a été employé par le gouvernement pour justifier son choix d'approuver un texte que son candidat, François Hollande, critiquait avant de s'installer à l'Élysée. Les opposants au traité ne l'entendent évidemment pas ainsi. « Pour le respect des règles budgétaires, il y a déjà hélas le six-packs », souligne la socialiste Marie-Noëlle Lienemann. Dans la novlangue des eurocrates, cette appellation désigne cinq règlements et une directive européenne, adoptés fin 2011, qui ont déjà considérablement durci le pacte de stabilité et renforcé la surveillance macroéconomique des États membres. « Il n'y aurait donc pas le feu au lac », avertit la sénatrice de Paris.

« Sur le plan juridique, le traité continuerait sans la France », note François Delapierre, secrétaire national du Parti de gauche (PG) et ancien directeur de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon. L'article 14 du TSCG prévoit en effet que ce traité entre en vigueur au 1^{er} janvier 2013, dès lors que douze des dix-sept pays de la zone euro l'auront ratifié. Sur le papier, il est donc possible de se passer de l'avis de quelques pays, et « les récalcitrants seront sans nul doute mis sous une triple pression, de leurs pairs, des agences de notation et des créanciers, qui, sur les marchés financiers, pourraient boycotter la dette publique de ces pays », assure Patrick Le Hyaric, directeur de *l'Humanité* et député européen, dans l'ouvrage de décryptage qu'il consacre au TSCG, au pacte de croissance et à deux règlements coercitifs votés par le Parlement européen en juin (1).

Politiquement, un non français peserait toutefois d'un tout autre poids qu'un refus slovène ou maltais. « Ses effets seraient très positifs », assure Patrick Le Hyaric. Pour commencer, « il permettrait au président de la République de remettre sur le tapis sa proposition de renégociation du traité avec un autre rapport de force ». C'est aussi la conviction de Marie-Noëlle Lienemann, qui ne cesse, depuis le

sommet européen des 28 et 29 juin, de réclamer à François Hollande cette renégociation qu'elle juge « nécessaire et possible ». À ses yeux, la priorité de cette renégociation serait d'« obtenir un accord sur la révision du rôle de la BCE ». Ce point figurait dans le projet du PS et dans les engagements de son candidat à l'Élysée ; il est aussi considéré par le

Front de gauche comme « la » première urgence.

La sénatrice socialiste de Paris estime qu'il serait ensuite possible d'ouvrir la discussion sur un gouvernement économique « même provisoire » de la zone euro qui « définisse des cadres non pas ad vitam aeternam, mais

pour trois ans ». À l'étape suivante, elle imagine la possibilité d'une « négociation sur les standards sociaux » ; car si l'Europe en est arrivée là, c'est parce qu'au lieu de s'engager dans la voie d'une harmonisation fiscale et sociale, elle a mis les peuples en concurrence.

Un non français « aurait aussi de l'importance » parce qu'il serait « universaliste et non nationaliste », avance Marie-Noëlle Lienemann. « Il ouvrirait une brèche qui forcerait le débat », complète François Delapierre, convaincu que « le cours austéritaire de l'UE est extrêmement fragile ». Tout comme Patrick Le Hyaric, l'ancien directeur de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon constate des « mobilisations croissantes des peuples contre les politiques d'austérité » (Grèce, Espagne, Portugal...) sur le terrain social comme sur le terrain politique. Il pointe également le « doute qui gagne les classes dirigeantes », et pas uniquement des gens de gauche, sur la viabilité du système. « C'est ce doute qui a obligé Sarkozy et Merkel à faire une démonstration de fermeté et d'inflexibilité », estime-t-il. Notamment avec la Grèce. « Le système, selon lui, repose uniquement sur l'idée qu'on ne peut pas faire autrement. Si la France donne le signal qu'un choix existe, beaucoup de gens, et à terme une majorité d'Européens, diront dans leur pays, qu'on peut faire autrement. »

» Michel Soudais